

L'ŒIL DE L'EXPRESS

## A Bruxelles, l'influence française affaiblie

La déroute du parti présidentiel aux européennes et la dissolution de l'Assemblée ont entamé la capacité de Macron à peser.

PAR CYRILLE PLUYETTE

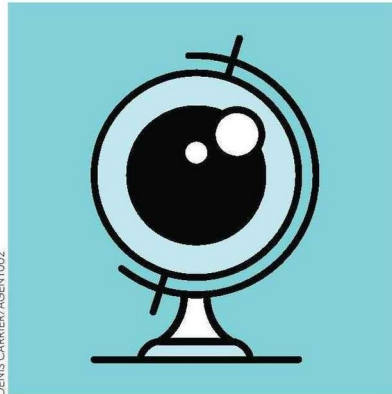
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT MONDE

« L'Europe est mortelle », avertissait Macron en avril, dans une tentative de relancer son camp avant les européennes. Désormais, après la déroute de son parti face au Rassemblement national (RN) et sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, c'est aussi l'influence française dans l'UE qui est menacée de disparition. Le parti présidentiel voit d'abord son emprise se réduire au Parlement européen. Jusqu'à présent leader du groupe des Libéraux (Renew), membre de la coalition majoritaire à Strasbourg, il n'y compte plus que 13 sièges (30 pour le RN). En déclin, cette formation reste la troisième en eurodéputés, mais pourrait être dépassée par ECR, celle de l'Italienne Giorgia Meloni, qui cherche de nouveaux alliés de droite radicale.

Dans ce contexte défavorable, le chef de l'Etat, qui a toujours cherché à imposer son tempo à Bruxelles, risque d'avoir plus de mal à faire entendre sa voix. Premier test, les dirigeants des Vingt-Sept se réuniront dès le 17 juin pour discuter de la répartition des « top jobs » : la présidence de la Commission, celle du Conseil européen, et le poste de haut

représentant pour les affaires étrangères. Si Macron avait imposé l'Allemande Ursula von der Leyen à la tête de la Commission il y a cinq ans, les discussions pourraient cette fois se dérouler sans lui, ou presque, dans l'attente du résultat des législatives. « La position de la France était très attendue dans ces négociations : elle va être affaiblie », soupire Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Puis viendront les discussions pour les postes de commissaires européens. En cas de cohabitation avec le RN, il pourrait être plus difficile pour le président de décrocher à nouveau un super portefeuille de l'envergure de celui qu'occupe actuellement Thierry Breton, au Marché intérieur.

Macron devrait en effet voir son poids diminuer au Conseil européen, où sont débattues des questions stratégiques. « Même s'il continuera à y jouer un rôle important, sa crédibilité politique est affectée et les équilibres pourraient être bousculés dans cette instance », relève Thierry Chopin, de l'Institut Jacques-Delors. Si le RN l'emporte le 7 juillet, ses représentants participeraient à des conseils des ministres européens, dont les discussions se compliqueraient. D'ores et déjà, les engagements de Paris, en faveur de l'aide à l'Ukraine ou de l'élargissement sont sujets à caution. De quoi torpiller encore plus l'aura française. \*



DEMS CARRIER/AGENT002